

PLAN LOCAL URBANISME INTERCOMMUNAL

Bilan de la concertation préalable

Projet de modification n°2



Bilan de la concertation préalable.

Contexte :

Par délibération du 25 avril 2022, le Conseil Communautaire de Dinan Agglomération a défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation préalable dans le cadre du projet de modification de droit commun n°2 de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH), conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, une procédure de concertation préalable s'est tenue du 9 mai 2022 au 31 août 2022 inclus.

Bilan chiffré :

Le bilan de cette procédure de concertation préalable est le suivant :

Nombre de participations : 43

Communes objet des interventions et nombres de remarques :

Commune	Nombre de remarques
Bourseul	1
Corseul	2
Languenan	4
Les Champs Géaux	1
Matignon	1
Plancoët	2
Pléboulle	1
Pleudihen	1
Plévenon	7
Plouër sur Rance	3
Quévert	1
Saint André des Eaux	4
Saint Cast le Guildo	6
Saint Lormel	1
Saint Maudez	1
Saint Samson sur Rance	1
Taden	2
Trébédan	1
Yvignac la Tour	1
Sujet à l'échelle de Dinan Agglomération	2

Sujets abordés :

Les sujets abordés dans les interventions sont, par ordre de nombre d'interventions :

Sujets	Occurrences
Demandes de modification du zonage afin de rendre constructible un terrain situé en zone Agricole ou Naturelle	12
Demandes de repérage d'un bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination.	8
Demandes d'information sur le PLUiH	4
Demandes liées à la création/modification/suppression d'un Secteur de Taille et de Capacité D'accueil Limité (STECAL)	3
Autres demandes	16

Suite à ces interventions, 36 réponses sur 43 interventions ont pu être directement apportées. Les interventions n'ayant pas reçue de réponse nécessitent un examen plus approfondi.

Sur les 43 interventions, 33 nécessitaient un avis favorable ou défavorable. Suite à leur analyse, 7 ont fait l'objet d'un avis favorable, 19 ont fait l'objet d'un avis défavorable, 7 doivent faire l'objet d'un examen plus approfondi. Le nombre important d'avis défavorables résulte en grande partie du nombre important de demande de modification de zonage afin de rendre des terrains constructibles. Le Code de l'Urbanisme ne permet pas de réaliser ces changements dans le cadre d'une procédure de modification. Il est donc légalement impossible de répondre favorablement à ces demandes.